

T2137-412-5,00 F

le monde

ISSN 0026-9433

libertaire

Rédaction
Administration
145, rue Amélot
75011 Paris
tél : 805.34.08
CCP publico
1128915 Paris

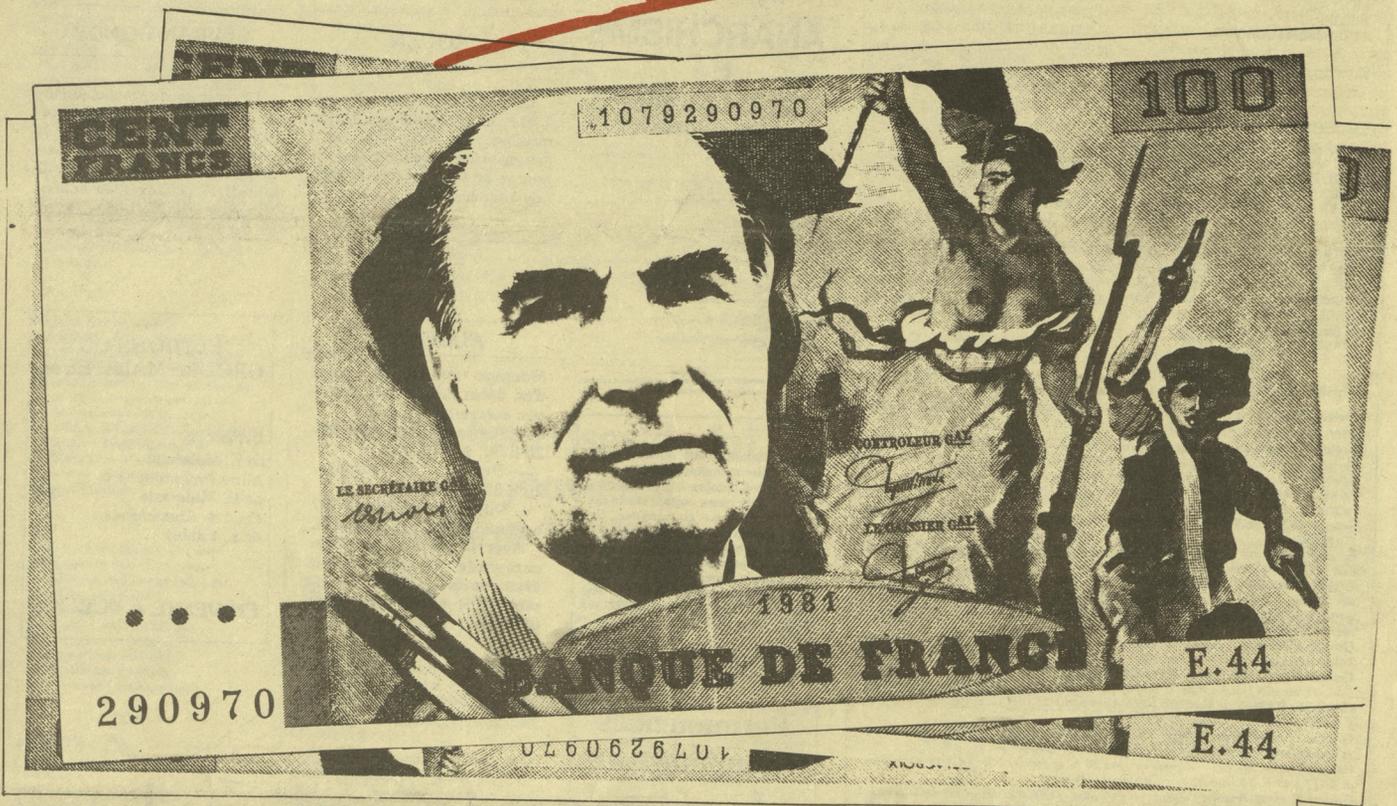
n° 412 JEUDI 1^{er} OCTOBRE 1981 5,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

*Le gouvernement
au secours
du patronat!*



MITTERRAND PROPOSE, MAUROY DISPOSE !

L ES chefs d'entreprises comprendront-ils que la gauche au pouvoir apporte aux entreprises ce que la droite n'a jamais pu leur assurer : un climat social de négociations et non d'affrontements, une planification qui banalise l'avenir...

(Pierre Mauroy à l'Assemblée nationale)

L'objectif est clair : remettre la France au travail, nous a expliqué Mauroy, et pour que cela soit mené à bien, Mitterrand lance un appel à l'« unité nationale. » Les accents thorésiens du premier et gaullois du second conviennent parfaitement à l'état actuel de l'expérience socialiste en cours. Le pouvoir socialiste se trouve engagé sur deux fronts; confronté à un patronat frondeur qu'il faut rassurer à tout prix, il doit aussi conforter et surtout prévenir le mécontentement des travailleurs qu'un dérapage économique ne tardera pas à réveiller.

Rassurer à la fois le patronat et la classe ouvrière, les convaincre du bien-fondé de leur politique, voilà à quoi se ramènent les mises au point gouvernementales et présidentielles. Tâche peu aisée, mais le PS n'est plus à un pari près. Entre l'alternative de tout réformer d'un coup

ou de mener une sage politique de réformes à long terme, les socialistes ont opté pour cette dernière, histoire de se faire pardonner les quelques audaces en matière juridique.

La réussite de l'expérience socialiste, en tant qu'alternative économique et sociale à la gestion déficitaire de la droite, dépendra essentiellement de la capacité dont fera preuve l'équipe socialiste pour mieux maîtriser les phénomènes économiques de ses prédécesseurs. Enjeu bien modeste, certes, pour tous ceux qui ont cru ou feint de croire que l'élection de Mitterrand constituerait le début d'une époque neuve, mais enjeu qui ressort de plus en plus nettement au fil des mesures adoptées.

Le gouvernement sait que les électeurs peuvent lui pardonner beaucoup de choses, mais non une aggravation de ces indicateurs sociaux tels que le chômage ou l'inflation. Aggravation en mesure de faire voler en éclats l'appui syndical dont il bénéficie dès le début de l'expérience socialiste. L'ensemble des mesures économiques et sociales avancées (nationalisation), réduction du temps de travail, l'aménagement du travail à temps partiel) vise d'abord ces objectifs plus que la poursuite ou la réalisation de telle ou telle autre réforme de structures. Face

à un environnement économique en rapide mutation technologique, ces actions sont fonction des résultats économiques prévisibles en mesure d'assurer une croissance soutenue à partir de laquelle il serait possible de réaliser une répartition plus équitable des gains de productivité pour l'ensemble des salariés. Toutes ces mesures vont dans le sens d'une intégration accrue des travailleurs aux nouveaux impératifs de la production. Mais ce qui ressort encore plus nettement du discours de Mauroy, c'est l'absence de la classe ouvrière en tant que sujet autonome. Fort du consensus syndical et politique que toute la gauche lui apporte, consensus que la rentrée sociale ne semble pas remettre en cause, Mauroy met en garde les travailleurs contre toute tentation d'en faire à « leur tête ». Il le dit ouvertement : « pas de dualité dans la direction des entreprises. Les travailleurs pourront faire entendre leur voix, mais seulement par le biais de leurs organisations syndicales. » Oh ! la belle autogestion qui nous attend ! Cette « mise au point », au moins, ne laisse plus de grands espoirs aux divers tacticiens du « débordement », du PC aux gauchistes et aux rêveries qu'ils ont chéries pendant ces mois-ci.

suite page 4

PP.2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNE : ANIZY-LE-CHATEAU
ALLIER : MOULIN - YEURE
ALPES-MARITIMES : GROUPE DEPARTEMENTAL NICE - CANNES
ARDECHE : AUBENAS
AUDE : NARBONNE
B.-D.-R. : MARSEILLE
DOUBS : BESANCON
EURE : EVREUX
GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL
GIROUDE : BORDEAUX - CADILLAC
HERAULT : BEZIERS
ILE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
LOIRE : SAINT-ETIENNE
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MOSELLE : METZ
NORD : LILLE - VALENCIENNES
OISE : CREIL - BEAUVAIS
ORNE : ARGENTAN
HAUT-RHIN : MULHOUSE
RHONE : LYON
LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
MANCHE : CHERBOURG
LOT-ET-GARONNE : AGEN
SENE-MARITIME : LE HAVRE - ROUEN
SOMME : AMIENS
VAR : GROUPE DE TOULON « ACTION DIRECTE » - GROUPE DE LA REGION TOULONNAISE
HAUTE-VIENNE : LIMOGES
VIENNE : GROUPE DEPARTEMENTAL
YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE
BELGIQUE
SUD-LUXEMBOURG

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 4^e, 5^e, 6^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 20^e.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - LES ULIS
 - MASSY-PALAISEAU
 - ORSAY-BURES
 - RIS-ORANGIS
 - VILLEJUIF

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY
 - BOBIGNY

BANLIEUE OUEST

- NANTERRE - LA DÉFENSE
 - HOUILLES-SARTROUVILLE

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
 - DOMONT
 - ARGENTEUIL, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY

LIAISONS

PROFESSIONNELLES

- LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 - CERCLE INTER-BANQUES
 - LIAISON ORTF
 - LIAISON INSTITUT DE SONDAGES

LIAISONS

NORD : Laon, Noyon, Roye, Hénin-Beaumont, Avesnois.
EST : Nancy, Vosges, Charleville, Bas-Rhin, Dijon, Jura.
ILE-DE-FRANCE : Meulan, Melun-Sénart, Nord Seine-et-Marne, Maule, Rambouillet, Versailles.
OUEST : Brest, Bégard, Concarneau, Saint-Malo, Caen, Pont-Audemer, Laval, Le Mans, Parthenay, Poitiers, Marennes-Oléron, Saintes, Nord Haute-Vienne, Châtelleraut, Angoulême
CENTRE : Blois, Châteauroux, Vendôme, Vierzon, Le Puy, Clermont-Ferrand.
SUD, SUD-OUEST : La Seyne-sur-Mer, Nice, Salons, Hyères, Aix-en-Provence, Le Caylar, Sète, Montpellier, Alès, Lot, Toulouse, Montauban.
RHÔNE-ALPES : Valence, Isère, Thonon-les-Bains.
CORSE : Ajaccio.
LA RÉUNION : liaison anarchiste.
GADELOUPE : Basse-Terre.

PERMANENCES F.A.

Liaison Blois : permanences le jeudi, de 18 à 22 heures, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois - 74.26.02.
Groupe d'Evreux : permanence le dernier jeudi de chaque mois de 18 à 19 heures, derrière la mairie, salle 1, 2 et 3, 27000 Evreux.
Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.
Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.
Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3, rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.
Groupe de Toulon « Action directe » et groupe Région Toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h, au local du Cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.
Groupe l'Entraide (Havre et région) : dans les locaux du CES, 16, rue Jules Teller au Havre, permanences les lundis et samedis de 18 à 19 h.
Groupe du 11^e : permanence à Publico, 145, rue Amélot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.
Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens.
Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les samedis à partir de 15 h, au local, 15 bis, CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St-Etienne.
Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).
Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (14^e), métro Boucicaut, tous les jeudis de 19 à 20 heures.
Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h, le mercredi de 16 à 19 h, le samedi de 17 à 19 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18^e.
Groupe Fresnes-Antony : du mardi au jeudi, de 16 à 19 h, le vendredi de 14 à 19 h, le samedi de 10 à 19 h, le dimanche de 10 à 13 h, 34, rue de Fresnes, à Antony, métro Antony, tél. 668.48.58.
Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlieux, (tél. (23) 80.17.09).
Groupe des Ulis : permanence à la MJC des Ulis, tous les 2^e et 4^e jeudis de chaque mois, de 20 h 30 à 22 h.
Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.
Groupe Voline : 26, rue Pat, Paris 20^e. Permanences les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.
Guingamp : permanences FA tous les premiers samedis du mois, au centre de Persanquen, de 16 à 18 heures, au local de la Libre Pensée.
Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis et samedis de 14 à 19 heures.
Groupe FA de Limoges : table de vente tous les samedis de 15 à 18 heures, place de la République, à Limoges.
Groupe d'Angoulême : le samedi de 14 à 16 h, au 19, rue des Acacias, à Angoulême.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amélot, Paris 11^e (M^o République) - Tél. : 805.34.08.

COMMUNIQUÉS

Les personnes intéressées par l'anarchisme et prêtes à fonder un groupe sur Reims et sa proche région peuvent écrire au RI qui transmettront.

La liaison d'entreprise de la FA sur l'ORTF appelle les personnes intéressées à la contacter par le canal des relations intérieures.

Un groupe de la FA est en formation sur Deuil-Montmagny. Les personnes intéressées par la propagation de l'anarchisme peuvent écrire aux RI qui transmettront.

Le groupe Kropotkine (Argenteuil) convie l'ensemble des anarchistes de la région à une réunion le samedi 3 octobre 1981 à 15 h 30, à la salle Ambroise Croizat (près du dispensaire, à Argenteuil). Ordre du jour : préparation de la rentrée et des campagnes de l'année...

Le groupe communiste libertaire de Valenciennes a repris ses activités. On peut le joindre en écrivant au RI.

ANARCHISME ET MARXISME .série de cours.

AU 10 RUE ROBERT PLANQUETTE 75018 M^o BLANCHE
6 OCTOBRE : Le marxisme, historique d'une idée et d'un mouvement.
13 OCTOBRE : Philosophie du marxisme, le matérialisme historique.
20 OCTOBRE : Aperçu de l'économie marxiste.
27 OCTOBRE : Les principes de l'anarchisme.
3 NOVEMBRE : La société anarchiste, fédéralisme, autogestion, ent' aide.
 AU 72 AV. FÉLIX FAURE 75015 M^o BUCICAUT
10 NOVEMBRE : Historique du mouvement anarchiste.
17 NOVEMBRE : Les oppositions fondamentales entre marxisme et anarchisme.
24 NOVEMBRE : Les influences marxistes dans l'anarchisme.
1^{er} DÉCEMBRE : Le marxisme libertaire.

GROUPE LOUISE MICHEL ET JEROME VARLIN DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE, 145 RUE AMÉLOT 75011 PARIS, Tél. 805.34.08.

Les groupes Louise Michel et Varlin organisent conjointement, à partir du mardi 6 octobre à partir de 20 h, une série de cours portant sur le thème « Anarchisme et marxisme. Ces cours auront lieu tous les mardis, du 6 octobre au 3 novembre dans les locaux du groupe Louise Michel, 10, rue Robert Planquette, Paris 18^e et du 10 novembre au 1^{er} décembre dans les locaux du groupe Varlin, 72 avenue Félix Faure, Paris 14^e.

Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers

* *

Tous les mardis de 18 à 19 h tous les vendredis de 19 à 20 h 26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. : 74.41.58

Directeur de Publication Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les marchés de France » 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépot légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Publi-Routage
 Diffusion SAEM Transport-Press

NON NOTRE FORCE N'EST NI A L'ASSEMBLEE NI AU GOUVERNEMENT

Notre vraie force c'est LA PRISE EN CHARGE DIRECTE DE NOS LUTTES CONTRE LE CAPITALISME ET L'ÉTAT

Nos moyens

En finir avec tout ce qui nous divise !
 Non à la collaboration de classe !
 Dehors les bureaucrates syndicaux !
 Non aux grèves bidon de 24 heures !
 Construisons nos luttes à partir des revendications propres à chaque entreprise !
 Assemblée générale souveraine !
 Comités de grève réunissant syndiqués et non syndiqués
 Délégués mandatés précisément et révocables à tout moment
 Coordination des luttes vers la grève générale

UNITÉ OUVRIÈRE VERS LA GREVE INSURRECTIONNELLE ET AUTOGESTIONNAIRE

FÉDÉRATION ANARCHISTE 145 RUE AMÉLOT 75011 PARIS
 Téléphone : 805.34.08

Ci-contre : affiche en deux couleurs éditée par le groupe d'Argenteuil.

Prix : 2 F l'unité; 1 F à partir de 10 exemplaires.
 Format : 89,5 x 59,5.

L'AUTOGESTION

C'EST L'ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE par la SUPPRESSION DES CLASSES et des PRIVILEGES.

LA COORDINATION de la totalité des fonctions SANS HIERARCHIE, SANS ETAT.

LA GESTION DIRECTE des entreprises par les travailleurs après avoir EXPROPRIÉ les PATRONS. c'est la condition indispensable à l'existence d'une SOCIÉTÉ LIBRE.

FEDERATION ANARCHISTE 145 RUE AMÉLOT 75011 PARIS

ROUEN

Le mardi 20 octobre à Rouen, à 20 h 30 à la Halle-aux-Toiles, meeting : de l'action directe à l'autogestion, organisé par le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste.

SEVRAN-BONDY

Le groupe de Sevrans-Bondy de la Fédération anarchiste organise une réunion-débat sur la prison aujourd'hui, avec la participation de Serge Livrozet, le samedi 17 octobre à 16 heures, au centre Alfa de Bondy, 3, allée des Pensées.

AUBENAS

Montage audiovisuel, suivi d'un débat Espagne 36, révolution autogestionnaire, à :

- Aubenas : 23 octobre, 20 h 30, à la mairie;
 - Privas : 26 octobre, 20 h 30, à la mairie;
 - Villeneuve-de-Berg : 27 octobre, 20 h 30, à la mairie.
 Avec la participation d'un camarade espagnol ayant vécu ces événements. Organisé par le groupe anarchiste d'Aubenas F.A. Entrée gratuite.

EDITIONS DU GROUPE MALATESTA

L'Anarchie, de E. Malatesta 8 F
 Notre Programme, de E. Malatesta 3 F
 Crise de l'anarchisme, de L. Fabbri 7 F

EN VENTE A PUBLICO

Abonnez vous !

TARIF		France - Sous pli fermé		Étranger	
13 n°	50 F	55 F	78 F		
26 n°	95 F	110 F	150 F		
52 n°	180 F	210 F	280 F		

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration :
145, rue Amélot 75011 Paris
Tél. 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F CCP Publico 11 289 15 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 145, rue Amélot 75011 Paris (France)

Nom : Prénom :

N° : Rue :

Code postal : Ville :

à partir du N° : (inclus) Pays :

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Règlement (à joindre au bulletin)

Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste

en bref...en bref...

Le comité de soutien à Knobelspiess organise un gala à Rouen, le 5 octobre avec Font et Val, Lenny Escudero, France Léa, Francis Lalanne. Comme on n'a pas eu l'adresse exacte, il ne nous reste plus qu'à regarder soigneusement les murs de Rouen, il y a sûrement des affiches. (La révision du procès aura lieu le 26/10/81).

Le bulletin de la section libertaire de Sat-Amikaro dénommée « Liberecana ligilo » est disponible à Publico. Prix : 1 franc.

Du 19 au 25 octobre 81, une semaine de cinéma sur le thème : sur-armement/sous-développement aura lieu au cinéma André Bazin, 45 bis, rue de la Glacière, 75011 Paris. Séances : 18 h 30-20 h 30 : lundi 19 : alimentation; mardi 20 : division internationale; mercredi 21 : politique de coopération et aide au développement; jeudi 22 : pouvoir politique et pouvoir militaire; vendredi 23 : course aux armements; samedi 24 : pour un autre développement; dimanche 25 : pour une reconversion des usines d'armements.

Radio Agora, radio libre d'expression libertaire émet sur Toulon et sa région sur 93 MHz en FM., tous les vendredis à 21 heures et samedi à 9 heures, et le mardi à 21 heures. Pour tout contact : Radio Agora, immeuble Lamer, rue Montebello, 83000 Toulon.

Le comité pour la vérité sur la mort de J.-L. Lin (militant révolutionnaire retrouvé noyé sur les berges de la Seine à Courbevoie dans des circonstances très suspectes) demande la réouverture du dossier.

Charles Hernu réclame la symbiose de l'armée et de l'école. En attendant de revoir les enfants marcher au pas et tendre les bras avant d'entrer en classe en silence, on pourrait peut-être commencer par la symbiose des budgets ? Ou mieux, le budget de la « Dépense nationale » deviendrait celui de l'« Educastration » nationale (elle aussi) et vice-versa ? D'accord Charlie ?

Ohé, les non-violents, pacifistes, objecteurs et autres rebelles ou réfractaires ! Paraît qu'on est en régime socialiste ! Avez-vous entendu notre grand sinistre d'Etat à la Dépense nationale, Charles Hernu (cléaire) : « Les vrais non-violents : c'est l'armée ! » alors salut !

Sommaire

- PAGE 1 Mitterrand propose...
- PAGE 2 Activités des groupes FA
- PAGE 3 En bref
- Hersant, monopole normand
- Pour les crises de foi... Communiqué
- Fête des correcteurs...
- PAGE 4 A Boulets Noirs
- Le progrès qui roule à reculons
- Mitterrand propose... (suite)
- PAGE 5 Statu quo ?
- La fuite en avant
- PAGE 6 Informations Internationales
- PAGE 7 Livres, spectacles, B.D.
- PAGE 8 Interdits, transgression...
- Krasucki fonce plein gaz...

PRESSE



Hersant, monopole normand

A liberté de la presse, manifeste de l'état des démocraties d'après Alexis de Tocqueville, est en train, dans la haute Normandie, de devenir un sujet de plaisanterie. Monsieur Hersant, poursuivi pour concentration de capitaux dans la presse, sans que cela n'ait jamais donné de suite, vient de réussir, au Havre et dans sa région, une opération incroyable. Monopoler tous les journaux régionaux, *Le Havre presse* (droite), *Le Havre libre* (gauche), *Paris-Normandie* (à vocation régionale). Cela, au mépris du terme 7 de l'ordonnance du 26 août 1944. Aussitôt, l'intersyndicale a réagi en assignant monsieur Hersant qui, possédant 49% des parts, devient de fait directeur du journal, manifestant ainsi son désir de museler une partie de l'opinion qui, bien que je puisse être amené à la combattre, a quand même le droit de s'exprimer.

Comble de dérision, ce triste sire dont les activités sous l'Occupation n'ont jamais entravé la carrière, a pu compléter son portefeuille en rachetant les parts de deux communistes, deux socialistes, un radical et un déporté.

Au-delà du fait divers d'importance régionale, c'est à une interrogation de fond sur les médias que cela nous amène. Nous allons vers deux blocs dans la presse, le bloc Hersant (*Figaro*, *Aurore*, nombre de journaux régionaux, etc.) et le bloc socialiste (*Matin de Paris*, *Monde*, *Nouvel Observateur*, etc.), avec des journaux de partis (*L'Humanité*), tirant à de faibles quantités.

Nous ne dirons pas, comme Tocqueville, que la démocratie est menacée, n'étant pas démocrates, mais bien que la liberté est menacée, car nos journaux militants, devant de tels concurrents, nécessitent de plus en plus de coller à l'information avec nos moyens, et l'opinion publique, forgée par les deux blocs idéologiques antagonistes, n'aura bientôt plus que nous pour s'informer vraiment (même *Libération* et *Charlie-Hebdo* ont pris le train Mitterrand en marche).

J.-C. BARRETTE (Groupe du Havre)

Pour les crises de foi, la jouvence du père Teilhard...

MESSE à Notre-Dame, pose d'une plaque, séance solennelle au palais de l'Unesco, sermon du révérend père François, télé et journaux bien-pensants mobilisés... Le centenaire de la naissance du jésuite Teilhard du Chardin a été célébré en grand tralala à Paris.

L'élite spirituelle des cinq continents s'était mobilisée pour ranimer la flamme quelque peu vacillante du « teilhardisme », pour redonner corps (et âme) à une tentative d'explication du monde un peu moins stupide que la Genèse.

Ce créateur, qui après s'être emmermé pendant une éternité, décide brusquement de créer l'univers à partir de rien, en six jours et qui, bien que pur d'esprit, doit se reposer le septième parce qu'il est pompé, Adam, Ève, le serpent, bref, toutes ces histoires de fous qui ne sont plus tellement crédibles de nos jours, en dehors de la congrégation des petites sœurs des pauvres d'esprit (et de leurs petits frères, bien sûr).

Il y a la grande masse de ceux qui s'en foutent, mais qui vont à la messe le dimanche (ou le samedi soir, because la résidence secondaire) parce que ça fait bien et qu'il faut maintenir l'ordre moral.

Restent ceux qui éprouvent l'angoisse métaphysique, qui ont besoin de l'image du père dans les cieus pour vivre car l'idée d'être seuls dans l'univers les glace d'effroi. Et ceux qui sont persuadés d'être sur terre pour accomplir une mission. C'est pour ceux-ci que Teilhard s'est creusé les méninges et a tenté de revigorer la religion en lui injectant quelques doses de science...

Au XX^e siècle, il est difficile de nier les acquis de l'exploration scientifique, et en particulier l'évolution des espèces. Pour le père jésuite, toute l'idée est là : cette évolution, Dieu lui a donné un sens. De l'inférieur au supérieur, du simple au complexe, du sinanthrope au membre de l'Institut. Certes, il ne nous éclaire pas sur le rôle, dans cette sublime mécanique, du serpent à sonnette, du tigre mangeur d'hommes du Bengale, des virus de la peste et du choléra, des tremblements de terre et autres facéties divines, on en passe et des meilleures.

Par dessus le marché, de cette évolution l'homme serait « la flèche ». Il en montrerait le sens. C'est évident. De la hache de pierre à la bombe à neutrons, c'est un sens unique.

Il n'y a pas de doute, la doctrine du père Teilhard, elle est du tonnerre de Dieu !...

S.B.

COMMUNIQUÉ

Le 3 octobre, une manifestation « antinucléaire » aura lieu de la Bastille à l'Assemblée nationale appelée par le CNAN (Coordination nationale antinucléaire), le MEP (mouvement écologie politique), la LCR, le PSU et diverses associations et groupes écologistes.

Ces organisations entendent ainsi protester pour exiger un « véritable débat démocratique », exposer leur refus du programme électronucléaire et demander le développement des énergies nouvelles.

La Fédération anarchiste ne participera pas à cette manifestation axée avant tout sur le respect des règles gouvernementales. En effet, les organisations signataires de l'appel ont, souvenons-nous, participé à la course aux présidentielles et même fait les premiers pas pour certaines, au moment de la campagne présidentielle, pour favoriser l'accession de la gauche au pouvoir (par un bon vote des antinucléaires).

Les promesses gouvernementales précédant le 10 mai montrent une nouvelle fois la démagogie que tout politicien est capable de déployer pour mieux abuser les populations. La gauche, aujourd'hui, poursuit la même politique que la droite. On pourrait dire qu'elle y est contrainte par des impératifs économiques ou rétorquer qu'elle n'a jamais eu l'intention, une fois au pouvoir, d'en modifier les structures.

Au fil des jours, le château de cartes s'écroule. Ainsi peut-on assister à un revirement total des positions pré-électorales du PS. Après avoir touché à de purs symboles (Plogoff, le Larzac...), le vrai visage de la gauche au pouvoir apparaît.

La politique électronucléaire va s'amplifier, mais avec plus de finesse, plus de tact (notamment par la généralisation de commissions tripartites régionales sur les sites où les écologistes auront ainsi l'impression de contribuer réellement au problème énergétique.)

Ce qui embarrasse maintenant les mouvances écologistes et gauchistes repose purement

sur la forme par laquelle a été engagé le débat parlementaire. Débat truqué, débat précipité, débat non démocratique, pseudo-débat..., tous les qualificatifs auront été employés alors que ces gens critiquent et remettent tout bonnement en cause la démocratie en tant que telle, celle qu'ils ont maintes fois réclamée et accueillie le 10 mai. Et toujours à la remorque du grand frère socialiste, ces diverses organisations s'appliquent maintenant à la surenchère.

Or, nous affirmons, nous anarchistes, que nous assistons non pas à une déviation quelconque de la démocratie, mais à son exercice réel. Les anarchistes ne se reconnaissant point dans la démocratie (souveraineté d'une majorité sur une minorité), mais au sein du fédéralisme libertaire (où toute entité est prise en compte, quel que soit sa situation sur l'échelle économique, sociale et culturelle), nous ne pouvons que condamner les positions de l'écologie politique et des organisations marxistes. Nous ne réclamerons pas de réel débat démocratique ou de référendums régionaux.

Qu'avons-nous à espérer de ces structures décentralisées qui ne sont que le reflet du système parlementaire sur une échelle restreinte ? Et si la consultation s'avérait partisane de l'énergie nucléaire ?

Il ne suffit pas de signer des pétitions et de se servir des écologistes comme d'une base de nœuvre en vue d'un but inavouable. Il fut un temps où on les appelait à voter, maintenant on les appelle à marcher. En somme, on les considère comme des veaux. Et le 3 octobre, la FA entend se démarquer en refusant de s'associer à l'appel pour cette manifestation et en intensifiant sa propagande et son action pour que les aspirations des individus dans le domaine énergétique comme dans tous les domaines échappent aux mains sales des politiciens qui dévoient les meilleures causes au travers des règles du jeu de la course au pouvoir d'Etat, ce que nous rejetons catégoriquement.

Fédération anarchiste

Centenaire du syndicat des correcteurs à la Cartoucherie

UN AIR DE FÊTE !

CENT ans de corrections, un hommage à Monatte et à tant d'autres, permanence d'un certain syndicalisme aussi. Utge-Royo et Jean-Pierre Malmedier en grande forme, pour les grands, Julie s'envoie en l'air pour les petits, un air de fête, une aire de fête, propagande par le fait, où le spectacle de qualité est partout. Et si nous parlions un peu du public, bien sympathique ma foi, sans drapau, mais réuni sous la bannière du syndicalisme; tous les âges d'un militantisme bien vécu, épanouissant même (et ce, n'en déplaise à certains).

En bref, un grand moment qui malheureusement, faute d'autres syndicats, n'a lieu que tous les cents ans. Lacune à corriger et en la matière... tout reste à (re)faire !

H.L.

Un service régulier et pratique, un soutien

L'ABONNEMENT

A BOULETS NOIRS

T.G.V.

Manne céleste

On a beau être l'organe des partisans de la paix, l'argent n'en demeure pas moins le nerf de la guerre. Et la réalité objective, éclairée par l'analyse dialectique, fait que les militants du PC n'ont pas tiqué du tout devant la page 9 de *L'Humanité-Dimanche*, entièrement consacrée à une publicité vantant les qualités des différents modèles d'avions de guerre Dassault.



Petite question subsidiaire : à qui cette réclame s'adresse-t-elle ? Est-ce qu'il y aurait des lecteurs prolétaires susceptibles de s'offrir de tels joujoux ? Mystère... Mais qu'importe puisque pour *L'Huma*, cette publicité est une manne qui tombe du ciel. Et les militants n'ont plus qu'à lever leur verre de pastis à la santé de pépé Dassault.

Le changement

« Ce n'est pas une rentrée comme les autres », qu'il a dit Krauski. « C'est une entrée », a-t-il précisé. Nuance. Et selon lui, le bilan est non seulement positif, il est « carrément satisfait ». Il est vrai que, pour l'instant, la CGT se charge d'arrondir les angles.

Ça, c'est pour la propagande officielle, devant la télé. Mais, à la base, il vaut parfois mieux expliquer les choses, rentrer dans le détail, figurer les arguments. Car, en certains lieux, la dite base commence à s'émuouvoir, à s'étonner, à grogner.

Ainsi, à Creusot-Loire, le syndicat CGT constate : « le changement politique a eu lieu. » Et il ajoute : « à nous de réaliser le changement économique et social. » Pourquoi ? « Parce que ce n'est pas le gouvernement qui accordera les augmentations de salaire et les diminutions d'horaires. Ne nous trompons pas d'adversaire. Le gouvernement peut faire les lois, mais la solution reste dans notre détermination », etc.

Bravissimo ! C'est bien dit ça, mais c'est presque « carrément », comme dirait l'autre, le contraire

de ce que les camarades affirmaient avant le 10 mai. A savoir que ce qui comptait avant tout, c'était le changement politique, car avec ce gouvernement Giscard-Barre, on ne pouvait rien faire, rien espérer, etc.

Ainsi donc, ce qui était vrai en avril ne l'est plus en septembre.

C'est ça le changement. De saison. Le vent tourne et les girouettes aussi.

Le mur du son (dage)

Sondages en cascade, ces temps-ci. Si l'on accorde quelque crédit à ces opérations, les derniers résultats obtenus par les sondeurs ont de quoi nous laisser songeurs...

Ainsi, ils nous apprennent que :

— 56% des Français sont favorables à la vente d'armes à l'étranger. Faut bien défendre l'emploi, pas vrai ? Et comme dit le père François, si ce n'est pas nous qui les vendons, d'autres prendront le marché, alors...

— 63 pour sang de la population se déclare contre l'abolition de la peine de mort. Ah ! Les braves gens !



— 68% s'indignent parce que l'on a parlé d'accorder le droit de vote aux immigrés. Quoi ! Ces métèques nous prennent notre travail, mangent notre pain et ils voudraient de plus avoir comme nous le droit de choisir leurs maîtres ?...

Décidément, nous sommes bien le peuple le plus spirituel de la terre.

Comme disait Henri Jeanson, les cons nous cernent... Il nous faudra batailler dur, camarades, pour briser cet encerclement.

S.B.

Ecoutez Radio-Libertaire

Radio libre de la Fédération anarchiste émettant sur Paris



Tous les jours
de 18 à 22 h.
sauf le dimanche

Sur 89,5 MHz — F.M.

Le progrès qui roule à reculons...

L'art d'aiguiller le mécontentement

A propos du TGV, le Parti communiste, dans une déclaration, établit un distinguo entre cet « événement très positif », et « l'intransigeance que manifeste la direction de la SNCF envers les revendications légitimes des cheminots. »

Il est possible, dit-il, « de satisfaire les revendications des cheminots. Elles vont dans le sens des décisions gouvernementales et ministérielles de défense et de développement du service public. Il serait tout à fait anormal que les directions locales et régionales de la SNCF ne s'y plient pas. »

Il y a même eu, à Roanne, des débrayages et des manifestations contre la direction locale.

Ainsi, si tout continue de rouler aussi mal qu'avant, si de nouvelles lignes sont fermées, si les salaires demeurent bloqués et les revendications aiguillées sur une voie de garage, ce n'est pas la faute de Fiterman, mais aux salopards qui mettent des bâtons dans les roues du ministère des Transports.

Astucieuse la nouvelle combine qui permet de faire porter la casquette au chef de gare !... Et il y a gros à parier que la nouvelle méthode sera étendue aux PTT, à la Santé, à l'Éducation nationale, aux Houillères,

bref, partout où règne l'Etat-patron.

Nous voici donc revenus, en quelque sorte, à l'ancien régime (celui de Louis XIV) : Ah ! Si Mauroy savait ça... Ah ! Si le président était au parfum... Ah ! Si Fiterman était au courant ! Reste à savoir si les cheminots (et les autres) se laisseront toujours rouler !...

Et qui est-ce qui l'a dans le train ?

Le TGV, c'est formidable ! Paris-Lyon en 2 h 40, le train le plus rapide du monde, même les Japonais, paraît-il, avec leurs « trains-fusées » l'ont dans le mikado...

De quoi éblouir les hommes d'affaires pressés, ravir les touristes fortunés et faire pleurer Fiterman d'émotion dans le gilet de Mitterrand.



Sébastien BASSON

POLITIQUE

Mitterrand propose, Mauroy dispose !

suite de la page 1

Côté patronal, le discours de Mauroy cède beaucoup plus que sur quelques questions de principes (pas de droit de veto du comité d'entreprise, liberté des prix, facilité de crédits), mais il fixe en même temps les bornes maximales de l'ingérence de l'Etat socialiste dans la vie économique et sociale du pays. Il y a là une sorte de charte du cadre du socia-



AFP

lisme à la française pour les mois à venir. Tout en marquant la ferme volonté du gouvernement de mener à terme son programme et d'en avoir « le temps, les moyens et la volonté », force est de constater que la préoccupation principale du gouvernement est de ne pas froisser le patronat et surtout les PME. « Jugez-nous à partir de nos actes », s'efforcent de répéter les socialistes au chefs d'entreprises ! Vérité dont la portée ne paraît pas encore avoir été suffisamment comprise par les travailleurs... Et en attendant les « actes », les

« intentions » vont dans le sens de la recherche d'une concertation entre capital et travail, en vue de prévenir et de résoudre les conflits sociaux par des négociations au sommet entre patrons et syndicats dont l'Etat se porterait le garant. La gauche au pouvoir s'apprête, de son propre aveu, à garantir au patronat ce que la droite n'a jamais été en mesure d'assurer : un climat social qui « banalise l'avenir » des entreprises capitalistes. Ce que demandent les socialistes aux patrons n'est ni plus ni moins que de souscrire une assurance contre les risques de lutte de classes en échange de la confiance qu'on leur accorderait dans la poursuite de leur politique économique.

Compte-tenu des indications générales qui se dégagent, tentation est de conclure que le Parti socialiste entend gérer la crise économique pour le compte du patronat et sur le dos de la classe ouvrière, moyennant quelques réformes économiques et sociales. La situation est cependant plus complexe que cela. Jusqu'à maintenant, le PS au pouvoir a été jugé seulement en fonction de ce qui s'était déjà fait ou dit dans des circonstances analogues, c'est-à-dire à partir du prévisible. Parler maintenant de trahison pour les uns ou d'assagissement pour les autres ne permet pas de saisir la spécificité de l'action socialiste dont le modèle de gestion nationale adopté est tributaire des contraintes internationales qui influent de toute façon sur la politique « nationale » de tout pays. Les socialistes n'ont pas le choix de leur politique. Certains ont feint de s'étonner que le plan Mauroy ne soit pas fonciè-

rement différent du plan Barre. Mais comment pourrait-il en être autrement sans casser les mécanismes du marché et donc, par là même tous les « plans » à venir ? Le contraire aurait été étonnant quand on sait que l'interventionnisme de Mauroy se dit soucieux des lois de l'offre et de la demande et que Barre lui-même n'a mené une politique libérale que du bout des lèvres. C'est que l'ensemble des techniques d'interventions économiques et sociales, empruntées tantôt aux uns, tantôt aux autres manuels d'économie politique, relèvent de plus en plus du domaine des gadgets. Les techniques d'interventions étatiques (relance de la consommation et des investissements, politique budgétaire ou monétaire à partir de laquelle on a basé toutes les politiques anti-crise depuis 1929) se montrent de plus en plus inadéquates. Mais les prérogatives arrogées par l'Etat, de contrôle de direction, d'intervention, restent entières et sont destinées à s'élargir encore davantage.

Le fait nouveau qui ressort est la prise en main de l'Etat par les socialistes et la colonisation des différents organismes publics ou non-publics par ses hommes qui s'ensuit. En allant au secours du patronat, le PS sait qu'il défend d'abord ses intérêts à lui et ceux de son équipe dirigeante. L'économie mixte, planifiée qu'on nous propose, ce n'est pas le collectivisme bureaucratique à la russe, soyez-en sûrs, mais l'étatisation de la société est déjà un fait accompli et patrons et « représentants du peuple » sont là pour veiller à ce que ça change surtout pas.

GAETANO

POLITIQUE EXTÉRIEURE

Statu quo ?

DANS peu de domaines autres que celui de la politique extérieure de la France, les contradictions du gouvernement ont été plus criantes. Les initiatives à caractère spectaculaire, « au sommet » ou « les grandes options » de principe n'ont pas été en mesure de les masquer.

L'ouverture de la France (Salvador, Palestiniens, droit d'asile, Tiers-Monde, réside en peu de choses et dans un univers de plus en plus assombri par la menace d'un retour à la guerre froide, ces options font d'autant plus figure de mesures démagogiques; socialisme oblige !

En attendant, englués dans l'héritage de la politique gaullienne de défense d'une certaine idée de la France dans le monde (non adaptée à l'importance réelle de notre pays), les petites mesures font office de grandes. Dans ce domaine, le socialisme à la française ne paraît pas encore avoir trouvé sa voie. Entre la poursuite de la vente d'armes, du programme nucléaire militaire et la juste cause des peuples opprimés, Mitterrand et compagnie ont tout le loisir pour mener à bien leur politique de concession et leur attachement à des positions atlantistes. La découverte de la « dure réalité » a été un thème déjà trop exploité à droite comme à gauche pour ne servir désormais que de paravent et de justification à toute magouille gouvernementale, présente ou future. Parler de revirement ou de prise de conscience des responsabilités ne signifie rien si l'on n'inscrit pas ces propos dans la perspective de la prise en main de l'appareil gouvernemental et de son aménagement au profit du Parti socialiste et de la logique de gestion étatique qui en découle.

Dans les orientations générales de politique étrangère fournies au cours de la conférence de presse du 24 septembre, Mitterrand a tenu à dissiper les doutes exprimés jusqu'ici sur ses options. Le ton assuré qu'on lui a vu ne peut être cependant en mesure de masquer l'ambiguïté foncière qui se dégage, non pas tellement sur telle ou telle autre question particulière, mais sur l'orientation globale de sa politique et qu'il ne paraît pas empressé de lever.

Les options de politique étrangère, souples et fermes et en

gent dans le climat de guerre froide que Reagan semble décidé à réinstaller dans le monde, la France paraît jour après jour choisir son camp au sein des forces du Pacte atlantique, renonçant ainsi aux liens « privilégiés » qui unissaient la France de Giscard à l'URSS. Voilà de quoi poser de sérieux problèmes à moyen terme à la double appartenance gouvernementale et idéologique du PC. Pour l'ins tant, celui-ci se limite à enregistrer les initiatives positives du nouveau pouvoir et se prépare, le cas échéant, à lancer une vas-



AFP

même temps disposés au dialogue comme à la fermeté, restent pour l'instant un leurre. Le ton des grands jours y est, mais celui-ci ne se donne ni les moyens d'une politique cohérente ni la volonté de la mener bien. Si Mitterrand tranche apparemment sur un certain nombre de nœuds comme celui de l'installation des euro-missiles américains en Europe, d'autres résolutions « énergiques », comme la reconnaissance conjointe du droit d'Israël à exister et de celui des Palestiniens à bâtir leur Etat, restent encore au stade de vœux pieux, surtout si les positions des principaux intéressés restent telles qu'elles sont.

Au-delà donc d'une politique tous azimuts qui confond souvent la diplomatie avec les programmes électoraux, les seules indications sûres qui s'en déga-

te mobilisation populaire sur le thème de la bombe à neutrons et de la défense de la paix, comme déjà de par le passé et avec le culot habituel qu'on lui connaît. Les conséquences de cet alignement constituent la preuve la plus probante de l'impossibilité à terme pour la France de mener une politique étrangère indépendante de l'influence des deux blocs. Mais elles sont aussi d'ordre interne par le renfermement accru de tout espace de liberté. Politique étrangère et politique intérieure se tiennent aussi entre elles. A l'heure où partout chez nos partenaires européens de la CEE (Italie, Allemagne, Angleterre) et aux USA s'opère une mise au pas en règle aux dépens des travailleurs, en France, un alignement sur une semblable politique sociale ne saurait tarder non plus.

G.M. (groupe Varlin)

NUCLÉAIRE

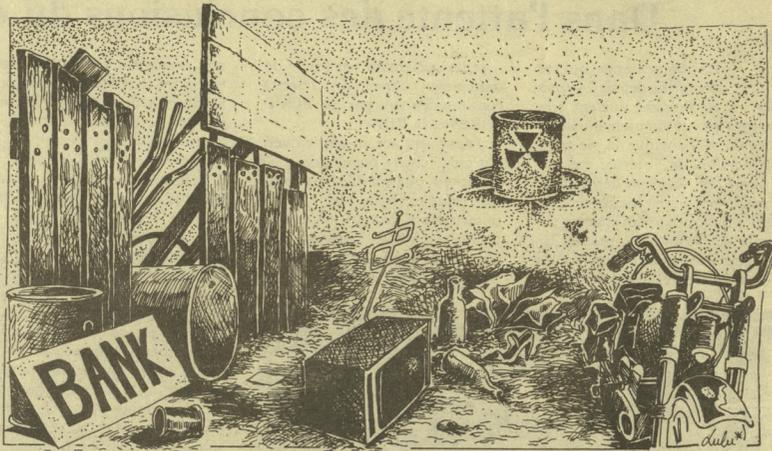
LA FUITE EN AVANT

LES 6 et 7 octobre doit s'ouvrir au Parlement le débat sur la politique énergétique du gouvernement socialiste. La nécessité d'un large débat démocratique, notamment pour le choix du nucléaire, avait été, on s'en souvient, l'une des revendications premières de l'ensemble des forces politiques et syndicales porteuses du « chan-

te des contrats du retraitement des déchets à la Hague ou le gel des centrales... là où la contestation était la plus vive. Maintenir l'illusion d'un changement radical possible au moins jusqu'au débat de cet automne, telle a été en fait la marque de l'« état de grâce ».

Illusion, pourquoi ? Nous l'avons maintes fois déjà répété dans ces colonnes : il est des

vernement à nous faire accepter la pilule nucléaire. Les sites actuellement gelés ne devraient donc plus l'être pour très longtemps. Pour la Hague, le respect des contrats sera maintenu et l'expérience de Super-Phénix poursuivie. Evidemment, les socialistes devront prendre en compte les divergences à l'intérieur de leur propre parti, ainsi que les réticences de la CFDT. Mais on



gement. » A en croire ces dernières, on aurait pu s'attendre à un véritable raz-de-marée de discussions contradictoires, de réunions d'information, qui aurait traversé tout le pays. Or, mis à part les sempiternels discours de rentrée de nos responsables, on ne peut pas dire que sur le terrain la mobilisation soit là. Bien sûr, les irréductibles anti-nucléaires sont toujours sur le pied de guerre, mais où est la population ?

Quatre mois après la « prise de la Bastille », l'attentisme est toujours de mise. Et qui s'en étonnerait, pas nous, certes ! On ne peut d'un côté faire l'apologie de la délégation de pouvoir et d'un autre se plaindre du manque d'intérêt des hommes pour les affaires les concernant directement. C'est là le principal piège de la démocratie parlementaire que nous ne cessons de dénoncer.

« On a voté pour eux, parce qu'on leur fait confiance, alors, qu'il fasse leur boulot. » Et ce boulot, nos représentants le font. Mais il est vrai qu'en matière d'énergie on ne peut pas dire que les décisions prises baignent dans la cohérence et la limpidité. Nous ne nous en étonnons pas, elles sont la marque d'un régime qui tenait à rassurer et ménager toutes les susceptibilités. Electoralisme oblige. Désir aussi de montrer sa bonne volonté dans le domaine de la concertation et du respect des engagements pris en d'autres temps.

Seulement voilà, il y a les intentions et la réalité. Et cette dernière semble pour nos nouveaux mandarins moins euphorique qu'il n'y paraissait des bancs de l'opposition. Et les attermoissements des différents ministères concernés par les choix énergétiques en furent la preuve durant l'été, que ce soit pour les explosions nucléaires, la bombe à neutron, la poursui-

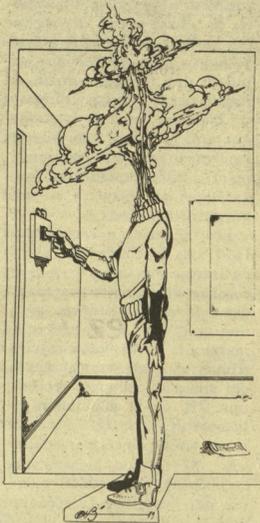
logiques auxquelles on ne peut échapper, à moins bien sûr de s'en donner les moyens. Et la logique économique du Parti socialiste ne lui laisse pas beaucoup de choix en ces temps difficiles. On ne combat pas le système capitaliste en essayant de l'aménager de l'intérieur. Bien au contraire, on ne fait que le renforcer. La logique capitaliste veut que priorité soit donnée à la croissance économique. Produire plus, de plus en plus ! Le quantitatif avant le qualificatif. Et dans ce but, les besoins en énergie deviennent primordiaux, mais, et c'est là l'essentiel : ils sont subordonnés à la production. Un des rapports servant de base aux travaux du gouvernement, demandé aux experts du plan, est à ce sujet sans aucune ambiguïté. Dans son introduction, il précise bien l'orientation du débat : « la politique énergétique doit avoir pour objectif que les problèmes d'approvisionnement ne puissent en aucun cas être un frein à la croissance de la France. »

Or cette croissance, comme l'a encore précisé Mitterrand lors de sa conférence de presse, devrait être de l'ordre de 3% pour les deux années à venir. L'arrêt immédiat du développement de l'industrie nucléaire serait donc erroné d'après ce rapport. Qui plus est, l'accent est mis sur la nécessaire indépendance énergétique, afin paraît-il de mieux maîtriser le changement. Paradoxalement, le meilleur atout de cette politique économique et énergétique devient les legs du programme nucléaire giscardien, le PS ayant toujours le loisir de se disculper devant ce cadeau « empoisonné » laissé par l'ancien régime.

Qu'avons-nous donc à attendre de ce débat démocratique ? Sur le fond, bien évidemment pas grand-chose. La lutte contre le chômage et la relance de la production va amener le gou-

sait pour cette dernière que monsieur Maire est un homme responsable et qu'il saura s'adapter...

A n'en pas douter, ce nouveau débat parlementaire sera un débat de dupes. Nous nous dirigeons vers une « nécessaire » acceptation de l'énergie nucléaire. Or, comment faire un compromis aussi grave avec les dangers de la pollution radioactive, avec la prolifération des armes atomiques, avec le développement policier indispensable à la Sécurité nucléaire. Jusqu'à maintenant, le PS a pu, tant bien que mal, ménager toutes les susceptibilités écologistes.



Aujourd'hui, la caution démocratique devrait permettre au nouveau gouvernement de montrer sa véritable capacité à changer les choses. Ce faisant, les illusions risquent enfin de tomber et marquer ainsi les premières oppositions au nouveau régime.

Jean-Luc



informations internationales



POLOGNE

Dans l'attente des conclusions du congrès de Solidarność

LES événements qui se déroulent depuis 14 mois en Pologne doivent être analysés par le mouvement libertaire en sachant que la vie politique polonaise, intérieure et extérieure, est fonction de la situation géo-politique. Inutile de préciser plus amplement que les accords de Yalta (45) restent un obstacle majeur et concret. Pour s'en convaincre, il suffit de re-



garder à la télévision les retransmissions détaillées et intensives rapportant les manœuvres du Pacte de Varsovie et surtout, dernièrement, celles effectuées par les troupes soviétiques : cent mille hommes dans la mer Baltique. Mais cette propagande orchestrée par Moscou n'affecte pas la volonté de changement de régime par les Polonais. La lettre à l'ambassadeur d'Union soviétique, stipulant une reprise en main du régime par le personnel dirigeant du POUF et l'arrêt de la campagne anti-soviétique, ne fait que confirmer l'escalade du sentiment anti-communiste et anti-soviétique qui émane de la classe ouvrière polonaise.

Les Polonais survivent depuis 1944 sous la chappe de plomb du système marxiste avec tous ses corollaires ; répression sanglante des mouvements ouvriers, négation de la culture extérieure au marxisme ; les hôpitaux psychiatriques qui contiennent encore des militants politiques représentant 2% de la population asilulaire et ceci malgré les nombreux cas dénoncés par Solidarność, 37 ans de bienveillance de l'hégémonisme qui se concrétise par des relations économiques privilégiées, avec l'URSS complètement défavorables pour la Pologne. Encore aujourd'hui, la Pologne traverse une crise d'approvisionnement provoquée par la planification à tous les niveaux et le pillage de l'économie polonaise par l'URSS. Plus de la moitié des produits vendus en URSS portent l'étiquette « Fabriqué en Pologne ».

Je ne m'étendrai pas sur le détournement alimentaire effectué continuellement par le POUF, l'URSS et la RDA.

Trente sept ans durant lesquels, par cinq fois, la population a été réprimée quand elle marquait son refus : en 44, 56 : révolte ouvrière à Poznan, 68 : révoltes étudiante et universitaire, 70 : révolte sur les bords de la Baltique. Ces répressions dé-

montrent le sens que cachent les mots : dictature du prolétariat, avec un pouvoir d'Etat centralisateur contrôlant l'information, la culture, le social, la santé, l'économie... Tel que le désirait Marx. Edifiante faillite des théories marxistes sur l'émancipation des travailleurs qui n'ont su que créer une technocratie économique privilégiée.

Malgré l'immense mouvement populaire né des bords de la Baltique, Solidarność, avec dix millions d'adhérents, connaît quotidiennement des provocations de la part de la police, protégée par le pouvoir (rappel de l'affaire de Bydgoszcz au mois d'avril 1981 où le procureur, seul capable de décider de la clôture ou de la continuation de l'enquête, a simplement été privé de ce droit par le ministère ; réponse ironique de la part de Solidarność qui a édité un faire-part sous forme d'affiche informant le décès de l'affaire après la décision du ministère de ne pas poursuivre le commandant de police impliqué dans cette provocation). Encore récemment, les 5 et 6 septembre, la milicya a de nouveau frappé des militants de Solidarność qui s'étaient rendus devant la prison de Bydgoszcz pour soutenir les prisonniers en révolte.

Quand dans un système totalitaire les individus s'organisent en syndicat libre, parlent de démocratie, même si pour nous le mot démocratie est un leurre, en Pologne ceci constitue une révolution, même s'il faut lui adjoindre le qualificatif « limitée » ; d'autant

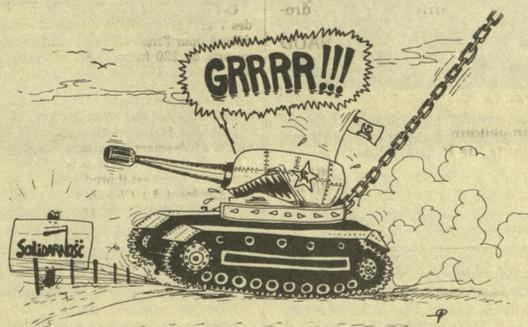
de textes politiques constituant des références de base pour Solidarność demandent : le changement de la Constitution de 52 basée sur l'amitié entre le PC soviétique et le PC polonais ; la dissolution de la Diète (Parlement fictif dont les députés sont élus de façon indirecte sur des listes proposées par le Parti) ; la pratique généralisée de l'autogestion entraînant la réforme de l'Etat, touchant ainsi la Nomenklatura installée par le marxisme ; prise de position sur l'Education, notamment pour une ouverture vers d'autres analyses de la société, avec arrêt du matraquage de la philosophie marxiste ; la libre circulation des livres, cette proposition touchant le monopole de la Sainte-Trinité Marx, Engels-Lénine ; l'élaboration d'un nouveau programme d'histoire basé non plus sur l'amitié et la protection de l'Union soviétique (actuellement circulent, par le biais des militants de Solidarność, des livres expliquant le massacre des Polonais à Katyn (juin 43) par les troupes russes.

Le renouveau culturel touche aussi le domaine de la chanson avec la circulation de cassettes enregistrées lors d'un concert de chansons contestataires : « Ma mère est morte d'avoir attendu l'ambulance plus d'une heure et demie, ça aussi c'est un visage du socialisme. »

Il reste que certaines positions contenues dans les statuts élaborés par des avocats lors des grèves de Gdansk se rapprochent des idées libertaires. Voir notamment la méfiance vis-à-vis d'élections, à tous les niveaux, de

voirs régionaux du syndicat sur l'organisation de base, la liquidation des conférences d'autonomie ouvrière (KSR) créées et manipulées par le Parti et agissant contre une véritable autogestion (NSZZ-Solidarité Varsovie), tels sont les indices qui montrent une vitalité certaine d'organisation à partir de structures autogérées. Par contre, la création de conseils ouvriers possédant le pouvoir de nomination et de révocation du directeur nous éloigne sensiblement d'une autogestion authentique, comme d'ailleurs la création d'un parti démocratique, d'élections libres pour la Constitution d'un nouveau Parlement. Diète.

La prochaine partie du congrès de Gdansk, qui se terminera le 3 octobre, donnera certainement des précisions sur les véritables positions d'autogestion de Solidarność, ainsi que certaines ébauches de type fédéraliste qui veulent coordonner les expériences et les activités d'entreprises autogérées dans une même région. Quoique nous devions émettre des réserves sur les positions économiques finales du syndicat, inutile de cacher que le courant conservateur — celui qui garde un espoir de dialogue avec l'Eglise et les nouveaux dirigeants politiques du PZPR-POUF, venus après son IX^e congrès extraordinaire de juillet — fera adopter son programme, et Walesa devrait se retrouver président de Solidarność au grand désespoir de nombreux radicaux qui lui reprochent de « manipuler » le congrès avec l'aspect védetariat qu'il a acquis depuis



dirigeants qui pourraient se couper de la base si celle-ci ne pouvait les révoquer à tout moment. La nécessité de la rotation des tâches apparaît également comme une demande des radicaux pour son inscription dans les statuts. Garder le sens d'origine des statuts sur les décisions au niveau horizontal, l'autonomie du syndicat dans son premier mailon qui est l'entreprise, le refus de décisions autoritaires des pou-

les débus de Solidarność. Encore une importante précision : plus de 95% des Polonais sont baptisés ; l'Eglise bénéficie d'une forte popularité assise populaire acquise par sa lutte contre l'envahisseur et les difficultés que connaît le Cardinal Wyszynski puisqu'il fut emprisonné de 53 à 56., ce qui n'empêchait pas le bonhomme de prêcher le calmon social en priant les ouvriers de ne pas lutter ici-bas, mais

de prier pour leur vie future. De même, le nouveau primat de Pologne, le Cardinal Glempf, a lancé il y a un mois un appel à une paix sociale de trente jours, ce qui signifie l'arrêt des grèves et de toute action directe, servant ainsi de relais à Walesa qui craint une radicalisation du mouvement. Cependant, les gens de Toruń (radicaux) en ont profité pour récupérer deux bâtiments construits en faveur de la milicya et de l'administration pour les transformer en hôpitaux.

Néanmoins, Solidarność reste un mouvement auquel il faut s'intéresser, car sa lutte ne se limite pas à sa situation intérieure, mais concerne aussi tous les pays dits socialistes.

F. PLASMAN

japon

« Il existe maintenant une Association de Solidarité à l'AIT (AITJ). »

Suite à plusieurs réunions et conférences tenues tout au long de cet été et auxquelles participèrent anarcho-syndicalistes et anarchistes, l'Association de Solidarité à l'AIT (AITJ) s'est enfin créée en août dernier.

Précédemment, en juin, le secrétaire de l'AIT et un compagnon japonais avaient échangé des informations et discuté de l'AIT, ainsi que de la possibilité d'organiser un syndicat révolutionnaire au niveau national qui ferait partie de l'AIT.

Tenant compte des accords pris durant cette entrevue, nos compagnons japonais convoqueront plusieurs réunions et conférences, afin d'étudier les possibilités d'organiser un syndicat anarcho-syndicaliste.

Pendant ces réunions, on discute puis on écarta les tendances réformistes. Le 25 août 1981, l'AITJ fut fondée.

A présent, l'AITJ travaille chaque jour afin de surpasser les difficultés inhérentes à l'organisation d'un syndicat. Elle prépare un grand meeting pour les 15 et 16 novembre de cette année à Tokyo. Nous espérons recevoir le secrétaire de l'AIT, échanger des points de vue et prendre des accords pour la construction d'un syndicat national.

Kensho

NOTE DE LECTURE

Comment sortir de la drogue ?

par A. Revon Ed. SOS

ANCIEN toxico lui-même, fondateur de post-cure Lumière et Liberté, Alain Revon sait de quoi il parle quand il nous décrit les difficultés que rencontre tout drogué qui désire s'en sortir. Tout d'abord, même si on a la volonté bien arrêtée de rompre avec l'enfer d'un esclavage chaque jour un peu plus exigeant et destructeur, la dépendance qui s'est instaurée est telle que l'ombre de la rechute est toujours là, gigantesque, planant comme un vautour au-dessus des efforts pathétiques du drogué en rupture de drogue. Pas facile de décrocher une fois qu'on a été accroché à la bouteille ou à la seringue ! Ensuite, et c'est peut-être cela le plus tragique, celui qui lutte pour sortir du cauchemar est généralement condamné à errer dans les corridors glacés de la solitude et à se casser sans cesse le nez sur les murs du mépris, de l'incompréhension ou du jugement moral. En proie au doute et confronté à une dépendance qui ne cesse de lui ténailier le corps et le cœur, le drogué qui cherche à tourner la page doit donc, de plus, faire face à un environnement indifférent, voire hostile. Dur !

Pour tenter de rompre le cercle infernal de cette dialectique de la récidive, Alain Revon fait dans ce livre un certain nombre de propositions.

Premier temps de sa démarche, il pense qu'il faut savoir et surtout faire savoir qu'il existe un certain nombre de traitements permettant à un drogué de se désintoxiquer. Sur la côte ouest des Etats-Unis où il a vécu et travaillé quelques temps, Alain Revon a eu l'occasion de voir pratiquement tout ce qui existe en la matière. Méthadone, narcotiques anonymes, méditation transcendante, connaissance à la mode Guru Maharadj ji... les exemples abondent sur les moyens de s'en sortir. Bien sûr, à l'énoncé de certains d'entre eux, on peut être tenté d'esquisser une moue. Halte-là, nous crie par avance l'auteur, l'important est que le drogué s'en sorte. Le moyen importe peu. A chacun son chemin, nous répète-t-il de temps à autres, et gardons-nous de porter des jugements moraux

sur des techniques qui, au bout du compte, réussissent fort bien. Plutôt que de juger, et c'est là la deuxième articulation de son bouquin, Alain Revon nous demande de comprendre et d'aimer. Informer pour que le drogué sache qu'il existe des moyens de s'en sortir et pour que des centres comme ceux des Etats-Unis se multiplient et être à l'écoute du drogué avec tolérance et amour, tels sont donc les deux axes du livre de Revon.

Pour ma part, ce discours m'a tout d'abord fait flipper à mort. Des flots de rage ne cessaient de me noyer le cœur. Comment en effet rester de marbre devant un bouquin qui décrit avec compassion, indulgence ou approbation, des méthodes de désintoxication reposant en tout ou partie sur un autoritarisme quasi militaire, sur l'amour de Dieu ou sur le message d'un Guru de troisième zone ? Comment résister à l'envie de hurler que sortir d'une drogue pour sombrer dans une autre n'est pas et ne sera jamais une solution ?

Rapidement cependant, je me suis interrogé pour essayer de comprendre comment un homme dont la sincérité est flagrante pouvait en arriver à faire preuve d'autant d'aveuglement. En fait, me suis-je dit, si cet homme est littéralement obsédé par le résultat au point de tolérer n'importe quel moyen ou méthode permettant de sortir de la drogue, cela est peut-être dû au fait que rien ou presque n'est fait dans ce pays pour aider ceux qui ont plongé dans l'enfer à refaire surface. Cela étant, même si la complaisance de Revon pour certaines techniques s'explique, elle n'en doit pas moins être critiquée. Passer de l'héroïne à l'opium du peuple constitue peut-être un moindre mal, mais sûrement pas une solution susceptible de satisfaire un révolutionnaire. Alors, au bout du compte, comment sortir de la drogue ? Par des techniques, c'est sûr, par une écoute, l'amour et la tolérance, c'est sûr également, mais peut-être aussi et surtout par une réponse à cette question essentielle entre toutes : pourquoi en arrive-t-on à se droguer ?

Jean-Marc RAYNAUD

Livres en vente à Publico

La Prière de l'absent, de Tahar Ben Jelloun	55 F
Histoire intérieure du Parti communiste, de P. Robrieux.	
Tome 1	90 F
Tome 2	90 F
La Parole ouvrière, 1830-1851	8 F
La Vie d'un simple, d'Emile Guillaumin	44 F



Sélection Radio-T.V.

RADIO

— France-Culture : le 4 octobre à 14 h 05 : L'île de la raison, de Marivaux.

le 6 octobre à 20 h : Dialogues franco-espagnols.

T.V.

— TF1 : communications toujours en souffrance. On va les relancer.

— A2 : le 2 octobre à 17 h 20 : Les Iles du Sin Saloun. L'Eden en Afrique.

le 3 octobre à 22 h 05 : Plutôt mourir libre que vivre en esclave. A voir absolument.

le 6 octobre à 15 h : Un privé dans la nuit, d'après Dasmill Hammett.

le 6 octobre à 20 h 40 : Judith Therpauve. Le film anti-Hersant.

— FR3 : le 1^{er} octobre à 20 h 30 : L'Argent des autres. Il faut parfois en rire.

le 7 octobre à 20 h 30 : Le Fils-père, dans la série cinéma 16.

Pour une autre chanson

Les dates du premier festival d'Alençon Pour une autre chanson viennent d'être fixées : nous avons retenu les 5, 7 et 9 octobre, à 20 h 30 précises. Ce festival se déroulera au théâtre d'Alençon. Il est organisé par l'association Trident et le café-théâtre Le Neptune. Léo Ferré a tenu à soutenir l'action menée par une chanson vivante par notre café-théâtre. Il se produira donc en récital le 5 octobre. Se sont joints à lui : Alain Aurenche, Jacques Debronckart (sous réserve), Bruno Brel, Maurice Fanon, Jean-Pierre Girard, Jean-Paul Sèvres, Naphaline, Dominique Val, Eric Vincent, Robert Rotrar, Antonio et Anna-Maria Garcia, Quartet de Jazz Lem.

Ces artistes assureront les spectacles des 7 et 9 octobre. Un seul billet sera délivré pour l'ensemble de ce festival, au prix de 120 francs pour les membres Trident, 120 francs + 15 francs de carte de soutien au Neptune pour les non-membres.

Un récital de Léo Ferré dans une salle de moins de deux mille places constitue un événement important. Les 450 places du théâtre d'Alençon seront vite réservées, aussi est-il prudent de louer dès à présent à : Chorus, 135, Grande Rue, 61000 Alençon. Tél. : (33) 26. 43.93.

D.G.



Radio-Libertaire — La voix sans maître

Radio-Libertaire et ses auditeurs

DEPUIS les premières émissions, le numéro de téléphone donné pour joindre directement Radio-Libertaire dans le studio (262.90.51) semble être retenu par les auditeurs. Et le téléphone sonne souvent pendant les émissions. Il est encore trop tôt pour parler de statistiques, mais quelques idées générales se dégagent des communications reçues. Une moyenne d'une trentaine d'appels par soirée, souvent des questions portant sur le thème abordé par l'invité du jour, mais aussi des demandes de disques et des précisions apportées sur tel fait évoqué ou telle musique diffusée.

Quelques rares coups de fil pour nous dire que notre émission, c'est « de la merde ». Auquel cas, notre réponse est simple : il suffit de changer de fréquence... Notre émetteur est de portée strictement locale et nous n'avons pas le désir d'empêcher d'autres radios d'émettre, si le contenu de nos émissions n'intéresse pas ces auditeurs, c'est à eux de chercher sur leurs récepteurs ce qui pourrait leur convenir. Quant à nous, nous continuerons d'émettre. Faut-il rappeler que nous sommes actuellement la seule radio à diffuser la pensée anarchiste. Cet anarchisme que les médias traditionnels se plaisent à calomnier, de Libération à France-soir en passant par L'Humanité et Le Nouvel Observateur, eux qui, volontairement, en font un synonyme de « bordel ». Il n'est pas inutile de citer à nouveau la phrase de Elisée Reclus : « L'anarchie est la plus haute expression de l'ordre. » A propos d'ordre, une communication reçue le mardi 15 septembre n'appelle aucun commentaire : le SIRPA (Service d'information et de relations publiques de l'armée) — qui enregistre toutes nos émissions et celles des autres radios libres sans doute — s'est déclaré scandalisé par nos propos à l'antenne, essentiellement par cette phrase : « les militaires sont payés à rien foutre ! » Rectification : ils sont payés au moins pour nous écouter... et ne l'oublions pas pour apprendre à tuer !

Beaucoup d'auditeurs — et souvent de ceux qui ne connaissent pas le mouvement auparavant — se déclarent satisfaits

de nos émissions, et trouvent une grande différence entre Radio-Libertaire et l'ensemble des autres radios libres. Des critiques constructives nous parviennent, je pense à cet auditeur qui nous a donné des indications précises sur un disque de musique classique que nous avions mal annoncé, sa remarque faite, et il précise, pour que nous ne soyons pas discrédités auprès du public qui nous écoute !

Une auditrice a également appelé en faisant cette réflexion : « alors, même sur Radio-Libertaire les mecs sont au micro et les femmes au téléphone et à la technique ! » Il lui a été répondu à l'antenne que notre lutte, en tant qu'anarchistes, est une lutte visant à l'émancipation de tous les individus qu'ils soient des hommes ou des femmes.

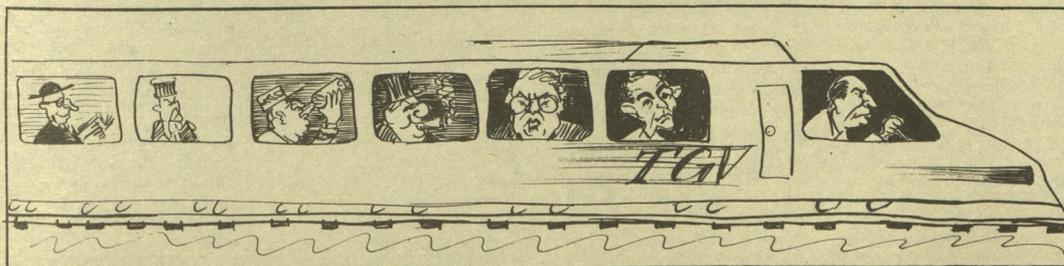
Quelques auditeurs souhaitent que nos émissions se prolongent au-delà de 22 heures. Il n'est sans doute pas inutile de rappeler que l'activité militante, qu'elle soit au sein de notre journal ou dans les différents groupes, de même qu'à la radio, est assurée par des copains après les heures de boulot. Pour l'instant, et à l'instar de ce qui se fait dans les différents groupes de la Fédération, nous ne prenons en charge que ce qu'il nous est possible d'assumer et nous n'agissons qu'en fonction de nos propres possibilités.

A propos de possibilités, le mode de financement de Radio-Libertaire est clair : pas de publicité commerciale. Alors, les dépenses ? Eh bien, il existe une possibilité de souscription, c'est la carte d'auditeur, 70 francs, valable 12 mois. On peut se la procurer à Publico, elle est indispensable si nous voulons continuer à émettre.

Pour l'instant donc, il semble que les auditeurs qui captent Radio-Libertaire sur leurs récepteurs FM soient satisfaits du contenu des émissions. Quant à nous, nous continuerons à tenir compte des critiques formulées pour améliorer ce qui peut l'être.

A vos postes et à vos stylos pour nous communiquer, si vous le désirez, vos commentaires et vos suggestions.

Fraternellement — L'équipe d'animation de Radio-Libertaire.



JUSTICE

Interdits, transgression et politique d'intégration sociale

TOUT le monde sait que plus une loi est restrictive, oppressive, rigide, plus elle entraîne la mise en place de « réseaux » relationnels clandestins, ou d'une vie souterraine qu'elle ne contrôle pas.

Cette pratique n'est pas le résultat d'une volonté délibérée, d'un désir de transgression que chaque individu porterait naturellement en lui, contrairement à ce que veut faire croire une idéologie à la mode chez les bien-pensants.

Disons que la raison d'être d'une loi dans nos sociétés est de poser un cadre politique aux pratiques sociales. C'est-à-dire de restreindre le nombre de possibilités par lesquelles des individus peuvent répondre à une situation objective, à une situation donnée dans laquelle ils se trouvent plongés.

Ce que la loi interdit, ce sont des actes possibles en réponse à une situation de départ qui modifieraient celle-ci de façon « non souhaitable ». Autrement dit, nous sommes dans une société dont les dimensions irréductibles sont tout d'abord la hiérarchie (pouvoir d'individus sur d'autres individus) sociale, et ensuite la propriété privée (pouvoir d'individus de priver d'autres individus de la jouissance de biens matériels); ces deux dimensions irréductibles trouvent leur origine dans la pratique individuelle de recherche de domination et déterminent, en retour, le même comportement. Les structures de pouvoir, qui sont l'institutionnalisation des rapports de domination, imposent des lois dont le but est de faire en sorte que les actes des dominés soient tout bénéfiques pour les dominants, c'est-à-dire qu'ils ne remettent pas en cause l'ordonnement des comportements individuels sur lesquels se fonde la domination sociale. C'est dans ce sens que nous disions : « ce que la loi interdit, ce sont des actes possibles en réponse à une situation de départ, et qui modifieraient celle-ci de façon « non souhaitable » par les tenants du pouvoir. »

Ce qui revient à dire que toute transgression de la loi trouve son origine, comme tout autre acte humain, et dans la situation objective de départ, et dans la volonté politique de ceux qui possèdent le pouvoir social (ainsi que dans l'organisation qu'ils se donnent pour at-

teindre leur but), c'est-à-dire de ceux qui ont les moyens d'interdire à d'autres telle ou telle chose. Mais ce n'est pas tout.

La non-soumission à ces règles édictées par un pouvoir (le « pouvoir » est l'abstraction derrière laquelle se cachent les dominants, pour donner à leur situation vis-à-vis des autres un caractère pseudo-scientifique, un caractère de fatalité et de transcendance absolue contre laquelle on ne peut rien...), est du ressort de l'histoire individuelle de chacun.

détermine, c'est la convergence de ces trois séries causales.

A la lumière de ces principes, examinons, la politique des socialistes au pouvoir. On peut considérer que leur activité actuelle se développe sur deux axes : d'une part sur le terrain économique, et d'autre part sur celui de la législation. Des lois sont édictées dans de nombreux domaines, lois à caractère humaniste et libéral. En fait, il s'agit pour les socialistes, dans le même temps où ils luttent pour établir sur le pou-

appareil, il s'agit de le rationaliser, de le perfectionner, de le rendre plus efficace.

Ensuite, l'ancien pouvoir libéral, par sa juridiction répressive, avait contribué à la mise en place de larges zones échappant à l'Etat parce que hors des lois : immigration clandestine, zozards, rocko-punkies-babas, lycéens, chômeurs non rémunérés, femmes, tout ce que l'expression des assistantes sociales : « délinquants sexuels » peut recouvrir, etc.

Pour les socialistes, il s'agit de rétablir la compétence de l'Etat sur ces zones qui s'étaient créées à sa frontière, et sur lesquelles il n'avait aucune prise. Ce travail d'intégration sociale doit tenir compte des causes de la marginalisation des populations sur lesquelles il veut, sinon rétablir, du moins renforcer son pouvoir.

Les nouvelles lois qui sont en train d'être mises au point (au fait, où sont-elles vraiment édictées : dans le parti ou au Parlement ?) peuvent donc paraître, comparativement à l'ancien pouvoir, « libérales, de gauche, humaines », etc. Bien sûr. Il s'agit de récolter, pour le nouveau pouvoir, le résultat des dix dernières années de magouilles des militants socialistes, dans les associations diverses, dans les comités de défense et autres institutions sociales, dont le but n'a été que de récupérer au fur et à mesure qu'ils naissaient les mouvements sociaux de contestation et de révolte. Il s'agissait de les empêcher de déboucher sur une auto-organisation qui soit hors de tout cadre juridique et institutionnel et qui se fasse sur un mode autogestionnaire. Il s'agissait aussi de capitaliser le mécontentement et de le transformer en capital de contre-pouvoir politique.

Aujourd'hui, une nouvelle période s'ouvre. A moins que les gauchistes et « psutistes » ne créent une opposition au sein du PS, il est vraisemblable qu'une fissure se produira à plus ou moins long terme entre les militants de base du parti d'Epinay et leurs chefs élus. Il va s'agir, soit pour les militants gauchistes, soit pour les militants de base du PS (les magouilleurs bien-pensants des associations) de repartir à zéro pour recommencer, dans des conditions différentes, un travail qu'ils faisaient jadis en tant qu'opposants

— et qu'ils vont devoir faire en tant que relais du pouvoir d'Etat.

Il s'agit pour nous, militants anarchistes, de savoir s'interposer entre le pouvoir associatif et les populations en mouvement, afin que celles-ci puissent s'auto-organiser en marge de toute récupération possible. Mettre en place des structures de lutte autogérées, c'est, dans le même temps où l'on combat pratiquement un pouvoir, faire acte d'éducation populaire dans un sens anarchiste : c'est permettre aux gens



Entendons-nous bien : cette histoire n'est pas plus la cause de la transgression que la situation objective de départ ou la volonté politique de la catégorie sociale dominante. Chacune de ces explications prises séparément peut être considérée comme étant un élément qui facilite la transgression, mais ce qui la

voir économique leur suprématie, d'éten dre la compétence de l'appareil d'Etat.

Tout d'abord, il y a une prise de conscience progressive dans les milieux du pouvoir, de la fonction réelle de l'Etat : être un appareil qui produit du pouvoir politique et rend possible l'accession au pouvoir économique. Cet



d'expérimenter pratiquement ces modes d'organisation que nous préconisons par ailleurs.

Serge (Deuil-Montigny)

SYNDICATS

Krasucki fonce plein gaz, mais en regardant dans le rétroviseur

LORS des dernières élections législatives, la CGT, tout en affirmant son indépendance vis-à-vis des partis politiques, reconnaissait objectivement des convergences entre son programme syndical et celui d'un parti ouvrier bien connu. On connaît la suite : le bureau confédéral, appuyant avec force le candidat Marchais, des réticences s'exprimèrent au sein de la Confédération générale du Travail. En effet, tous les militants (permanents ou non) trouvaient que la couleuvre était vraiment trop grosse à avaler, d'habitude certaines précautions souvent toutes oratoires étaient prises, là c'était le diktat. Les prises de position de la CGT suivaient pas à pas, et le doigt sur la couture du pantalon celles du PC (drogue, immigration, défense nationale...) et la syndicalisation qui n'était pas délirante baissa sérieusement. Même dans les rangs du PC des grognements se faisaient entendre : fallait pas exagérer, nous étions revenus aux temps de la CGTU qui avait reconnu, lors d'un congrès, le rôle dirigeant du parti (et en même temps atteint le fond question nombre d'adhérents), alors quoi ?

Le problème était posé : fallait-il appliquer coûte que coûte la ligne majoritaire du parti ? et cela avec la perspective d'une

nouvelle chute d'adhérents ? Le côté syndicaliste de certains militants du PC leur sussurait à l'oreille que la CGT courait à la catastrophe. Mais à l'UD de Paris, entre autres, l'enthousiasme battait son plein : « On a eu raison de se prononcer clairement pour le vrai changement, la preuve, c'est qu'avec cette nouvelle donnée, les travailleurs adhèrent en masse. » Propos dithirambiques, histoire de se remonter les mécaniques, la méthode Coué, on connaît !

Or, à ce point précis de notre histoire, outre une opposition à la marchaisisation de la CGT, serait (selon la déesse aux cent bouches) apparu des désaccords dans les hautes sphères de la CGT. Séguy lui-même avait exprimé vigoureusement son désaccord...

Après l'échec électoral retentissant du PC, il faut « ressaisir les rênes », Séguy ayant le doute en lui, son successeur tout trouvé est Krasucki. C'est donc lui qui a fait le discours de rentrée à la Porte de Pantin le 8 septembre. Tandis que Georges Séguy annonçait que (pour des raisons de santé...), il remettrait son mandat à la fin de l'année. Après une « première partie » assurée par Catherine Ribeiro (des mauvaises langues diront que c'est pour elle uniquement que sont venus tous ceux qui ne

sont pas permanents...), Krasucki exposa le programme de la CGT. C'est, comme le dit *La Vie ouvrière* du 16 septembre : « Une entrée de plain-pied dans le changement. Une CGT solide et combative contre un patronat qui traîne les pieds ou sabote,



AFP

une CGT indépendante et loyale sur la base de ses propres objectifs, vis-à-vis du nouveau gouvernement de gauche. » Traduisez par là qu'il n'y a pas assez de ministres communistes au gouvernement et que par conséquent la CGT doit garder son indépendance vis-à-vis d'un gouvernement à majorité socialiste... La clef du code ne se trouve

pas dans le discours-fleuve de Krasucki, elle se trouve dans les faits quotidiens de la Confédération. D'abord, pour la première fois depuis de nombreuses années, le stand de la *Vie ouvrière* a été présent à la fête de *L'Humanité*... Ce qu'on dément dans les

discours se trouve clairement dit dans la réalité ! « On » affirme que la CGT est libre, indépendante, etc., mais (langue de bois oblige !), ce qu'il faut comprendre, c'est que la Confédération se replie sur les positions du PC, « parti ouvrier pour un véritable changement. »

La discussion aujourd'hui dans la CGT, à tous les niveaux, est :

sommes-nous une force d'opposition ou une force de proposition. Cette distinction pose le problème de la valeur accordée au « changement » survenu avant les vacances. Pour les uns, rien n'est changé, le patronat est toujours là, il faut conserver, amplifier les acquis des travailleurs, pour d'autres, la gauche au gouvernement bouleverse complètement l'ordre des choses, il faut être un partenaire « constructif. » La CGT, voulant à tout prix se démarquer de la CFDT, se doit de conserver pour le moins une autonomie critique face au gouvernement, quitte à changer de ligne si le nombre des ministres communistes augmente...

Pourra-t-elle encore entraîner avec elle ses cadres et ses militants lassés de la gymnastique partisane ? Sans oublier l'opposition confédérale qui s'était manifestée avec les prises de position sur les élections.

Notre rôle doit être, par notre action militante, de conserver au syndicat sa finalité qui lui est propre : organiser les travailleurs indépendamment de tout parti politique ou groupement interclassistes. Les militants anarcho-syndicalistes doivent œuvrer pour que la grève reste l'arme des travailleurs et ne devienne pas « la meilleure arme des trusts. »

Jean-Pierre GERMAIN